

Discours de la HR/VP Federica Mogherini au Comité de Suivi de l'

Seul le discours prononcé fait foi

Monsieur le Président, Monsieur le Haut Représentant, chers amis,

Je voudrais d'abord en mon nom personnel, en celui de ma délégation et de l'Union européenne, souhaiter un ramadan Karim à toutes et tous.

Je suis ravie d'être ici avec vous, les acteurs clé de la paix au Mali. Et c'est un honneur pour moi de vous porter le message de l'Union Européenne : un message de soutien, et un message de responsabilité.

La renaissance du Mali est possible, si nous tous travaillons, ensemble, pour un nouvel élan de paix.

Ce pays est une terre de traditions anciennes et de grande vitalité culturelle. Jusqu'à peu, les trésors de Tombouctou attiraient des visiteurs du monde entier. La guerre civile et le terrorisme sont des fardeaux qui ont ralenti le Mali, et imposé d'énormes souffrances à tous les Maliens.

Nous savons aussi que l'instabilité régionale a eu un impact négatif sur les événements au Mali. L'idéologie des terroristes n'a rien à voir avec les traditions culturelles et religieuses de ce pays. Ils ont aussi détruit "matériellement" ces traditions et vos trésors – un crime contre le peuple du Mali mais aussi contre un patrimoine de toute l'humanité.

Pour faire face à la menace terroriste, la communauté internationale s'est engagée fermement aux côtés du peuple et des institutions du Mali. Les attaques de ces derniers jours sont une nouvelle tentative de créer des divisions parmi nous: notre réponse ne peut qu'être une unité renouvelée.

Dans quelques instants, je vais annoncer un soutien encore plus important de l'Union européenne au processus de paix au Mali. Mais d'abord, permettez-moi de dire qu'une solution durable aux problèmes du Mali ne peut venir que des citoyens maliens, de l'intérieur de la société malienne.

Le gouvernement, la Coordination des mouvements de l'Azawad et la Plateforme ont accompli des progrès remarquable jusqu'ici, malgré les retards. Je voudrais remercier aussi le Haut Représentant du Président pour son travail.

Un exemple concret est l'installation des autorités intérimaires dans les cinq régions du Nord. C'est une étape importante envers des institutions vraiment représentatives de tous les secteurs de la population.

Il est essentiel que les gens du Mali conservent leur confiance dans les acteurs de l'Accord de Paix. Mais pour que cela se produise, les maliens doivent récolter les dividendes de la paix.

N'oublions pas que la première priorité pour les maliens reste la lutte contre la pauvreté. Sans institutions crédibles et représentatives, sans sécurité supplémentaire, il sera très difficile de relever le défi du développement économique.

L'Union Européenne voudrait faire beaucoup plus pour améliorer les conditions de vie des populations dans le Nord du Mali, et pour assurer le développement économique des régions. 1.5 million des Maliens dans le nord du pays ont des difficultés d'accès à des services de base comme l'eau et la santé. Des milliers d'enfants ne peuvent plus aller à l'école. Et plus de 140.000 réfugiés ont du mal à rentrer chez eux. Des localités entières sont sous le contrôle de groupes qui ne veulent pas la paix.

Les signataires de l'Accord ont la responsabilité d'assurer la sécurité et protection des citoyens maliens. Cela relève de la responsabilité première des groupes qui disent les représenter. L'engagement des parties signataires à l'accord pour la stabilisation du Nord est attendu. A ce titre, les patrouilles mixtes et le mecanisme operationnel de coordination à Tombouctou et Kidal doivent démarrer au plus vite: cela facilitera le travail des autorités intérimaires et le retour des réfugiés chez eux.

Tout affrontement sur le terrain entre les groupes signataires et ceux qui adhèrent à l'Accord de paix ne ferait qu'accroître la souffrance du peuple du Mali. Nous, les Européens, sommes déjà très impliqués à soutenir le processus de cantonnement et le désarmement, la démobilisation et la réinsertion. Mais la percée décisive ne peut venir que des forces maliennes.

De même pour la question des trafics illicites dans le Nord. Des intérêts économiques, de pouvoir et d'influence sont au cœur des entraves à la mise en œuvre de l'Accord, et au retour de la paix au Mali.

La persistance des groupes terroristes et des réseaux criminels est un obstacle de poids sur le chemin de la paix. Les jeux de pouvoir, les alliances opportunistes ne pourront jamais créer un développement et un bien-être durable. Seule une économie solide, et une société ne vivant pas dans la peur peuvent générer la croissance économique et humaine à laquelle les Maliens aspirent.

Tout accord de paix prévoit des concessions et des compromis. Je suis consciente aussi du manque de confiance entre beaucoup des acteurs, ainsi que de la frustration de ceux qui ne sont pas encore inclus dans l'Accord. Mais les concessions d'aujourd'hui servent à atteindre un objectif plus élevé : la paix au Mali, et la renaissance de ce pays.

Ne laissez pas passer cette opportunité pour la paix.

Seule la collaboration entre toutes les parties et toutes les communautés peut relancer le développement socio-économique du Nord, la cohésion sociale et la réconciliation.

De notre côté, l'Union Européenne, signataire de l'Accord de Paix, en est également le garant comme membre de la Médiation et du Comité de Suivi de

l'Accord. Nous sommes toujours disponibles et prêts à travailler ensemble, à toutes les solutions possibles pour soutenir la paix à travers l'implication active de notre Représentant Spécial pour le Sahel et notre Délégation au Mali. Et nous sommes prêts à travailler avec le G5 Sahel pour encourager leur implication plus résolue.

Aujourd'hui je peux annoncer un soutien supplémentaire de l'UE de 500.000 € au fonctionnement du Comité de Suivi pour les prochains mois, pourvu qu'il y ait de vraies avancées.

L'Europe est aux côtés du peuple du Mali. Mais le destin de ce pays est d'abord entre vos mains. La renaissance du Mali est possible : elle a besoin de notre amitié, mais elle dépend surtout de votre détermination à réaliser la paix. Merci.

On 23 June 2016 citizens of the United Kingdom (UK) voted to leave the European Union (EU). On 29 March 2017 the UK formally notified the European Council of its intention to leave the EU by...

Over the past 20 years, the European Union has put in place some of the highest common asylum standards in the world. And in the past two years, European migration policy has advanced in leaps and...

'Europe will not be made all at once, or according to a single plan. It will be built through concrete achievements which first create a de facto solidarity.' Robert Schuman 9 May 1950 on 25 March 2017,...

In response to the illegal annexation of Crimea and deliberate destabilisation of a neighbouring sovereign country, the EU has imposed restrictive measures against the Russian Federation. Overview...

European Commission President Jean-Claude Juncker delivered his annual State of the Union speech at the European Parliament on 14 September 2016, just two days ahead of the informal meeting of 27...

Enlargement is the process whereby countries join the EU. Since it was founded in 1957, the EU has grown from 6 member countries to 28. Any European country that respects the principles of liberty,...

Communiqué conjoint : rencontre entre l'Union Européenne et les

05/06/2017 – 19:50

50 millions d'euros pour la nouvelle Force conjointe des pays du Sahel: l'Union européenne renforce son soutien en faveur de la sécurité dans la région

05/06/2017 – 19:03

Discours de la HR/VP Federica Mogherini au Comité de Suivi de l'Accord de Paix (CSA) à Bamako

05/06/2017 – 17:03

Communiqué conjoint : rencontre entre l'Union Européenne et les ministres en charge des Affaires étrangères des pays du G5 Sahel

04/06/2017 – 18:29

Extraits du discours de la HR/VP Federica Mogherini au Sommet de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest

04/06/2017 – 18:16

Discours de la HR/VP Federica Mogherini au Sommet de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest

EASO publishes a Country of Origin Information (COI) report on Nigeria

Today, the European Asylum Support Office (EASO) published a Country of Origin Information (COI) Report entitled '[Nigeria – Country Focus](#)'. The report provides an overview of selected topics in Nigeria, relevant for the international protection status determination of Nigerian applicants.

This is the second COI report on Nigeria published by EASO. In October 2014, EASO published a COI report on [Sex Trafficking of women](#)¹.

In 2016, Nigeria ranked 5th in the top countries of origin in the EU+ countries², with a total of 48,705 applicants. This is a 46 % increase compared to 2015. In April 2017, Nigeria was the third-ranked country of origin in Europe.

In this report EASO provides information focusing on ‘selected topics’ of particular relevance for international protection status determination (Refugee Status and Subsidiary Protection) for Nigerian applicants. It is not meant to be a general description of the human rights situation in the country, nor a comprehensive overview of all topics at stake in international protection status determination.

Input from EU+ countries suggests that a majority of Nigerian applicants for international protection originate from the southern part of the country, and a large part of them from Edo state, a relatively small state representing a similarly small fraction of the Nigerian population. Therefore, information related to the south of Nigeria and in particular Edo State, is given particular attention in this country focus report.

Key topics.

The first chapter of the report provides background information about the legal and administrative system, ethnic groups and political situation in Nigeria. This chapter also discusses the general human rights situation, covering issues related to Boko Haram, vigilantism, ethnic-religious violence, corruption, and abuse of power by security forces. The second chapter presents the security situation in the country’s six regions and thematic security issues such as conflicts between ‘indigenes’ and ‘settlers’ and between nomads and farmers. The third chapter covers the judiciary, sources of Nigerian legislation and the functioning of law enforcement. Chapter 4 is devoted to gender-related issues, such as the widespread domestic violence of which mainly women are victims, Female Genital Mutilation (FGM) the prevalence of which is steadily decreasing, and child and forced marriages largely occurring in northern Nigeria. Trafficking of Human Beings (THB) is discussed only briefly as this topic is covered comprehensively in the abovementioned Sex Trafficking of Women report. Chapter 5 is dedicated to the situation of lesbian, gay, bisexual and transsexual (LGBT) persons, and their treatment by society and authorities, and discusses the impact of the recent legislation prohibiting same sex marriages. The sixth chapter gives an overview of the main religions in Nigeria, and highlights several types of violence and conflicts linked to religion. Finally, Chapter 7 focuses on human rights issues related to secret societies (such as the Ogboni), university cults (violence, recruitment and the possible consequences of refusing such a cult), the occurrence of ritual killings, and chieftaincy succession issues.

Background

This report was written in the framework of the EASO Operating Plan to Italy, Measure ITA 5: “Professional development activities and study visits”³. Two COI specialists from Norway and The Netherlands were deployed to an EASO Asylum Support Team, to support the Italian COI unit in drafting a report on selected topics in Nigeria. The report was written in accordance with the

[EASO COI Report Methodology](#). It was reviewed by COI experts from Denmark, Portugal, the Republic of Slovenia and Switzerland in order to ensure the highest quality. The drafting of this report was finalised on 8 May 2017.

EASO will continue to produce such reports on important countries of origin and update them regularly in order to raise and harmonise COI standards in the EU and to further support the practical implementation of the Common European Asylum System.

Download Press Release [\[EN\]](#)

Download Report [\[EN\]](#)

Further information may be obtained from the European Asylum Support Office by contacting Mr Jean-Pierre Schembri at: jean-pierre.schembri@easo.europa.eu

1 All reports are available via EASO's website: <https://www.easo.europa.eu/information-analysis/country-origin-information/country-reports>

2 EU Member States plus Norway and Switzerland.

3 EASO, EASO Operating Plan to Italy, 22 December 2016.

Extraits du discours de la HR/VP Federica Mogherini au Sommet de

“We live in a moment when security, fundamental freedoms and human rights are under attack in many parts of the globe. I know we are united, in Europe and in Africa, in mourning the victims of any terrorist attack as the one that took place in London yesterday night, or the ones in Mali and Niger just a few days ago. But it is not only the suffering that unites us, it is also our common determination to fight terrorism and prevent radicalisation. We are united in a global challenge that requires strong institutions and open societies.”

“The events in The Gambia have given us hope: that democracy can win, and it can win with peaceful means. It is a success story that still needs all our support, and you can count on the EU support, fully.”

“Just a few days ago, Europe and Africa came together to restate our support to the Paris agreement on climate change. I want to thank Moussa Faki and President Condé for their leadership. The people of this region experience climate change every day. When global temperatures increase by one degree, the desert advances into your villages. (...) The European Union will continue to implement the Paris agreement – because we care about our planet, (...) because it is an investment in our own security. And also because we care about this land, and we want to fight the instability that global warming is bringing to this part of the world. Again, we do it because we are reliable friends, and also because we know this is the right, the smart thing to do

also for ourselves".

"Si l'Afrique de l'Ouest est en mesure de libérer tout son potentiel, les avantages se feront sentir jusqu'en Europe. Votre force est notre force. "

"Les attaques de ces derniers jours à Tombouctou en sont la preuve : les terroristes cherchent à attaquer notre coopération et notre aide pour renforcer et soutenir les forces de sécurité du Mali. Mais cela ne marchera pas, cela ne marchera jamais. L'Union européenne continuera à appuyer le fonctionnement de l'Architecture Africaine pour la Paix et la Sécurité. Nous prévoyons également de soutenir l'émergence d'une force conjointe du G5 Sahel – un autre signe du rôle de la coopération régionale pour la sécurité commune."

"Je voudrais aussi citer ce que Moussa Faki [Président de la Commission de l'Union Africaine] a dit au Parlement européen le mois dernier, et que je partage complètement : Il n'y a qu'une seule solution de long terme au phénomène de la migration irrégulière : c'est de "développer l'Afrique, et réinventer pour notre jeunesse un avenir meilleur dans le continent. Notre partenariat trouve ici un champ, encore inexploité, d'une exceptionnelle communauté d'intérêts et d'avantages mutuels."

"Ces derniers mois, nous avons déjà commencé à expérimenter une nouvelle approche, potentiellement une révolution, pour les investissements européens en Afrique. Je parle du Plan d'investissement extérieur européen."

Link to whole speech:

https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/27444/discours-de-la-hrvp-federica-mogherini-au-sommet-de-la-communaut%C3%A9-%C3%A9conomique-des-%C3%A9tats_en